

## **Rapport sur le Postulat de M. Steve Equey Prévention ou répression ? Introduction à Nyon de la « conciliation judiciaire » pour un 1<sup>er</sup> dommage commis par un mineur.**

---

Nyon, le 22 décembre 2011

Au Conseil communal de Nyon

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission, composée de Mmes Margaux Carron (en remplacement de M. Laurent Miéville), Jessica Jaccoud, Sérverine Lugeon et MM. Jacky Colomb, Régis Joly (Président et rapporteur) et Christian Udasse (en remplacement du postulant, M. Steve Equey) s'est réunie le 5 décembre 2011 pour étudier le postulat cité en titre. Mme Laurence Dufour, MM. Steve Equey et Lassaad Rehouma étaient excusés.

Pour ce faire, elle a entendu Mme Elisabeth Ruey-Ray, Municipale, et M. Christian Gilgen, adjoint du commissaire de police. Elle les remercie vivement pour les informations complémentaires fournies.

En introduction, Mme la Municipale souligne le grand nombre d'informations déjà contenues dans le postulat et informe la Commission que la conciliation judiciaire fait déjà partie des outils de procédure utilisés par la Ville de Nyon dans certains cas de figure, notamment ceux développés dans le préavis n°191 traitant des mesures contre l'incivilité et le sentiment d'insécurité du 1<sup>er</sup> novembre 2010, dans le cadre du réseau PUERO mis en place par la police cantonale et les communes. La Municipalité n'est donc pas a priori opposée à l'examen de cet objet.

Il est en revanche relevé que la procédure proposée, contrairement à ce que pourrait laisser supposer le postulat, n'a pas un champ d'intervention très large. En effet, une procédure de conciliation judiciaire ne pourrait s'appliquer que lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- en cas de délits (soumis au droit pénal, par opposition aux incivilités qui relèvent du règlement de police) poursuivis sur plainte. De fait, cela ne concerne essentiellement que les insultes et les dommages à la propriété ;
- lorsque la Commune est la partie lésée ;
- lorsque le coupable est un mineur, que ce serait sa première condamnation et que ses parents accepteraient la conciliation.

Si plusieurs communes, dont certaines villes et agglomérations, ont déjà adopté cette procédure simple et rapide, le nombre de cas traités reste faible à l'échelle du canton. La Commission estime toutefois que même s'il s'agissait que d'un cas par année, cette

procédure aurait un caractère éducatif certain en créant un lien direct entre le comportement punissable et la sanction. Elle réduirait aussi fortement le temps de traitement de ce genre de délits.

La Commission relève encore que cette procédure vient compléter un dispositif existant : le type de délit concerné par le présent postulat est déjà transmis à la justice par la Ville qui porte plainte systématiquement.

Une telle mesure ne résoudra naturellement pas à elle seule les problèmes de délinquance, rarement imputable à des mineurs uniquement. Toutefois son caractère éducatif, la simplicité de sa mise en œuvre (par la rédaction d'une convention entre les parties) et la rapidité de son exécution sont des arguments en faveur de la conciliation judiciaire.

Par conséquent, considérant ce qui précède, la Commission unanime vous propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de renvoyer ce postulat à la Municipalité pour étude et rapport.

La Commission :

Margaux Carron  
Jessica Jaccoud  
Sérverine Lugeon

Jacky Colomb  
Régis Joly (Président et rapporteur)  
Christian Udasse